

Brochure n° 3285

**Convention collective nationale**

IDCC : 1922. – **RADIODIFFUSION**  
**(Accord d'étape)**

---

ACCORD DU 5 DÉCEMBRE 2008

RELATIF AUX SALAIRES

NOR : *ASET0950169M*

IDCC : 1922

Entre :

Le CNRA ;

La FFRC ;

Le SIRTl ;

Le SNRL ;

Le SNRC,

D'une part, et

Le SNFORT ;

La FASAP ;

Le SNJ ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent accord complète les dispositions de la convention collective étendue des journalistes applicable aux journalistes professionnels tels qu'ils sont définis aux articles L. 7111-3, L. 7111-4 et L. 7111-5 du code du travail.

Les entreprises auxquelles s'appliquent le présent accord sont celles entrant dans le champ d'application de la convention collective de la radio-diffusion.

Le présent accord fixe les rémunérations minimales applicables aux journalistes professionnels occupant les fonctions définies dans les types de services de radiodiffusion qui les emploient. Les salaires minima s'appliquent dans les conditions fixées à l'article 22 de la convention collective nationale des journalistes et au présent accord.

Le présent accord entre en vigueur au premier jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de sa décision d'extension (ou le jour même si cette décision est publiée le premier jour du mois). Les signataires de cet accord visent par conséquent expressément l'obtention d'une décision d'extension de cet accord, en raison même de cette modalité d'entrée en vigueur convenue entre eux. Les signataires s'engagent à soutenir la demande d'extension qui sera déposée par la plus diligente des parties signataires.

Les dispositions du présent accord se substituent purement et simplement, à compter de son entrée en vigueur, aux dispositions de l'accord du 6 juillet 1999, étendu par arrêté du 2 mars 2000 et applicable aux journalistes employés par les entreprises de radiodiffusion privées dans le champ de la convention collective de la radiodiffusion. La décision d'extension du présent accord entraînera donc la cessation de tout effet de l'accord du 6 juillet 1999 et de son extension du 2 mars 2000 pour toute période d'emploi postérieure à l'entrée en vigueur du présent accord.

L'application du présent accord peut avoir pour effet d'entraîner une modification de la classification d'un salarié en termes de fonction, d'échelon, de coefficient ou d'élément composant la rémunération. Il est toutefois précisé que l'application du présent accord ne peut avoir pour effet d'entraîner la diminution du salaire brut réel d'un salarié précédemment employé aux conditions de l'accord du 6 juillet 1999. En outre, les dispositions du présent accord s'appliquent sans porter atteinte aux dispositions plus avantageuses pour les salariés contenues dans un accord spécifique, un accord d'entreprise, ou dans les usages.

La commission nationale de conciliation et d'interprétation et la délégation régionale paritaire telles que prévues au titre II de l'accord du 11 avril 1996 de la convention collective nationale de la radiodiffusion sont compétentes pour traiter des difficultés d'application du présent accord, sans préjudice des dispositions prévues par la convention collective nationale des journalistes. Lorsqu'elles sont réunies pour traiter des questions ayant trait aux journalistes professionnels, les représentants des salariés dans cette commission et ces délégations sont désignés par les organisations syndicales de journalistes signataires du présent accord.

Le présent accord comporte en annexe I une définition des fonctions de journalistes dans la branche, en annexe II une grille de qualification et de rémunération et en annexe III un barème minimum des piges applicables dans la branche pour la rémunération à la pige des journalistes professionnels. Ces annexes I, II et III sont parties intégrantes indissociables du présent accord, elles seront soumises à l'extension et entreront en vigueur simultanément au présent accord.

Le présent accord étend aux salaires des journalistes employés par les entreprises situées dans son champ d'application la contribution sur les salaires, à la charge des entreprises, instaurée par l'avant-dernier paragraphe de l'article 2.3 de la convention collective nationale de la radiodiffusion.

Fait à Paris, le 5 décembre 2008.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE I

---

### **Définition des fonctions des journalistes professionnels dans la branche radiodiffusion (radios privées)**

Stagiaire non diplômé (1<sup>re</sup> année) : journaliste, non diplômé d'une école reconnue par la profession, effectuant sa première année de stage dans la profession.

Stagiaire non diplômé (1<sup>re</sup> année) avec expérience antenne radio : journaliste non diplômé d'une école reconnue par la profession, ayant exercé précédemment un emploi antenne radio d'une durée minimum de 1 an autre que journaliste (animation, réalisation, production).

Stagiaire diplômé ou stagiaire non diplômé 2<sup>e</sup> année : journaliste débutant diplômé d'une école reconnue par la profession, ou journaliste non diplômé effectuant sa deuxième année de stage dans la profession.

Reporter-rédacteur-présentateur : journaliste qui réalise des recherches d'informations et des reportages à l'extérieur, et/ou rédige et effectue le montage des sujets, et/ou rédige et présente les journaux.

La progression entre les échelons est déterminée par l'ancienneté dans la fonction dans l'entreprise (durée du stage non prise en compte).

Coordinateur de la rédaction : journaliste qui assure, sous l'autorité de la direction ou du rédacteur en chef, la coordination des activités de plusieurs journalistes, permanents ou pigistes, et/ou remplit également les fonctions de reporter-rédacteur-présentateur, ou certaines de ses fonctions.

La progression entre les échelons est déterminée par l'ancienneté dans la fonction dans l'entreprise (durée du stage non prise en compte).

Rédacteur en chef : journaliste responsable, sous l'autorité de la direction, de la conception et de la réalisation de l'ensemble des journaux, magazines et programmes journalistiques produits pour l'antenne. A autorité sur l'ensemble des journalistes et personnels de la rédaction.

La progression entre les échelons est déterminée par l'ancienneté dans la fonction dans l'entreprise (durée du stage non prise en compte).

## ANNEXE II

### **Grille de qualification et rémunération des fonctions des journalistes dans la branche radiodiffusion (radios privées)**

#### 1. Définition des types de radio

Pour tenir compte des différences entre les métiers exercés dans les entreprises de radio, des types des services de radio sont définis pour l'application du présent accord. Ces types différenciés se réfèrent à la classification des catégories de radios privées établie par le Conseil supérieur de l'audiovisuel et dans lesquelles sont délivrées leurs autorisations (catégories CSA de A à E) ainsi qu'à la population desservie en diffusion hertzienne terrestre.

##### Type 1 :

Les services indépendants de proximité : les services autorisés en catégories A et B.

##### Type 2 :

- les services décrochant sur un réseau national (de catégories D et E) : les services réalisant le programme, la promotion, la commercialisation de proximité d'un ou plusieurs réseaux nationaux, ceci concernant les services autorisés en catégorie C, sauf ceux qui assurent la tête d'un réseau national dont la population desservie en mode de diffusion hertzienne terrestre est supérieure à 30 millions d'habitants ;
- les services constituant des réseaux de catégories D et E dont la population desservie en mode de diffusion hertzienne terrestre est inférieure à 30 millions d'habitants.

##### Type 3 :

Les services nationaux : les services assurant la tête d'un réseau national de radio, dès lors que la population desservie en diffusion hertzienne terrestre dépasse 30 millions d'habitants, quelle que soit leur catégorie CSA.

La population desservie en diffusion hertzienne terrestre est définie selon les normes de champ et outils retenus par le CSA.

Les services qui ne sont pas rattachés à une de ces définitions, parce qu'ils ne relèveraient pas d'un régime d'autorisation ou parce qu'ils seraient autorisés dans une catégorie spécifique ou nouvelle (radios d'autoroute et radios temporaires, par exemple), seront assimilés à la typologie de radio correspondant à l'étendue géographique du service délivré.

En cas de difficulté pour classer une entreprise de radio selon ces critères, la commission nationale de conciliation et d'interprétation pourra être saisie pour avis par toute organisation signataire et par toute organisation syndicale représentative de salariés.

#### 2. Valeurs des points

Les valeurs de points sont de 11,01 € jusqu'à l'indice 120 compris (point A) et de 9,57 € à partir de l'indice 121 (point B).

Les valeurs de points évolueront par avenants négociés dans le cadre de la commission mixte paritaire de la radiodiffusion élargie aux journalistes.

Ces rémunérations minimales s'appliquent pour un emploi à plein temps et incluent, le cas échéant, les avantages en nature (notamment : mise à disposition permanente d'une voiture, logement, électricité, etc.) déclarés et imputés sur le salaire brut.

### 3. Majoration expression bilingue à l'antenne

Les journalistes dont la fonction implique une expression bilingue à l'antenne bénéficient d'une majoration de la rémunération minimum de 5 points B.

### 4. Modalités d'application transitoires des mesures d'ancienneté

La mise en application des mesures d'ancienneté sera progressive, selon le calendrier suivant :

- application des mesures d'ancienneté 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> échelons : date d'entrée en vigueur du présent accord ;
- application des mesures d'ancienneté 3<sup>e</sup> échelon : 12 mois après la date d'entrée en vigueur du présent accord.

### 5. Grille de classification des fonctions

Pour la définition des fonctions, voir l'annexe I du présent accord.

(En euros.)

POINT	JOURNALISTE STAGIAIRE	RÉMUNÉRATION minimale
120	Non diplômé - 1 <sup>re</sup> année	1 321,20
133	Non diplômé - 1 <sup>re</sup> année avec expérience antenne radio - radio type 3	1 445,61
123	- radio types 1 et 2	1 349,91
137	Diplômé ou 2 <sup>e</sup> année - radio type 3	1 483,89
127	- radio types 1 et 2	1 388,19

(En euros.)

POINT	REPORTER-RÉDACTEUR-PRÉSENTATEUR	RÉMUNÉRATION minimale
160	Jusqu'à 3 ans d'ancienneté dans la fonction dans l'entreprise (durée du stage non prise en compte) : 1 <sup>er</sup> échelon - radio type 3	1 704,00

POINT	REPORTER-RÉDACTEUR-PRÉSENTATEUR	RÉMUNÉRATION minimale
141	- radio type 2	1 522,17
131	- radio type 1	1 426,47
	Entre plus de 3 ans et moins de 6 ans d'ancienneté dans la fonction dans l'entreprise (durée du stage non prise en compte) :	
	2 <sup>e</sup> échelon	
165	- radio type 3	1 751,85
147	- radio type 2	1 579,59
137	- radio type 1	1 483,89
	Après 6 ans d'ancienneté dans la fonction dans l'entreprise (durée du stage non prise en compte) :	
	3 <sup>e</sup> échelon	
170	- radio type 3	1 799,70
160	- radio type 2	1 704,00
150	- radio type 1	1 608,30
	(à l'initiative de l'employeur)	
	4 <sup>e</sup> échelon	
180	- radio type 3	1 895,40
170	- radio type 2	1 799,70
160	- radio type 1	1 704,00

(En euros.)

POINT	COORDINATEUR DE LA RÉDACTION	RÉMUNÉRATION minimale
	Jusqu'à 3 ans d'ancienneté dans la fonction dans l'entreprise (durée du stage non prise en compte) :	
	1 <sup>er</sup> échelon	
189	- radio type 3	1 981,53

POINT	COORDINATEUR DE LA RÉDACTION	RÉMUNÉRATION minimale
179	– radio type 2	1 885,83
169	– radio type 1	1 790,13
	Entre plus de 3 ans et moins de 6 ans d'ancienneté dans la fonction dans l'entreprise (durée du stage non prise en compte) 2 <sup>e</sup> échelon	
195	– radio type 3	2 038,95
185	– radio type 2	1 943,25
175	– radio type 1	1 847,55
	Après 6 ans d'ancienneté dans la fonction dans l'entreprise (durée du stage non prise en compte) : 3 <sup>e</sup> échelon	
200	– radio type 3	2 086,80
190	– radio type 2	1 991,10
180	– radio type 1	1 895,40
	(à l'initiative de l'employeur) 4 <sup>e</sup> échelon	
205	– radio type 3	2 134,65
195	– radio type 2	2 038,95
185	– radio type 1	1 943,25

(En euros.)

POINT	RÉDACTEUR EN CHEF	RÉMUNÉRATION minimale
	Jusqu'à 3 ans d'ancienneté dans la fonction dans l'entreprise (durée du stage non prise en compte) : 1 <sup>er</sup> échelon	
215	– radio type 3	2 230,35
195	– radio type 2	2 038,95

POINT	RÉDACTEUR EN CHEF	RÉMUNÉRATION minimale
185	– radio type 1	1 943,25
	Entre plus de 3 ans et moins de 6 ans d'ancienneté dans la fonction dans l'entreprise (durée du stage non prise en compte)  2 <sup>e</sup> échelon	
225	– radio type 3	2 326,05
210	– radio type 2	2 182,50
200	– radio type 1	2 086,80
	Après 6 ans d'ancienneté dans la fonction dans l'entreprise (durée du stage non prise en compte) :  3 <sup>e</sup> échelon	
235	– radio type 3	2 421,75
220	– radio type 2	2 278,20
210	– radio type 1	2 182,50
	(à l'initiative de l'employeur)  4 <sup>e</sup> échelon	
250	– radio type 3	2 565,30
230	– radio type 2	2 373,90
220	– radio type 1	2 278,20

Rappel de quelques dispositions de la convention collective nationale des journalistes.

Les rémunérations minima, telles que définies à la présente annexe, sont majorées notamment :

- du 13<sup>e</sup> mois, comme institué à l'article 25 ;
- des primes d'ancienneté, suivant l'ancienneté en qualité de journaliste professionnel dans l'entreprise et dans la profession, comme instituées à l'article 23, qui se cumulent le cas échéant avec l'effet des échelons instaurés au présent accord.



## ANNEXE III

---

### **Barème minimum des piges dans la branche radiodiffusion (radios privées)**

Ces rémunérations minimales s'appliquent pour la rémunération à la pige des journalistes professionnels tels qu'ils sont définis aux articles L. 7111-3, L. 7111-4 et L. 7111-5 du code du travail.

Les correspondants locaux qui ne remplissent pas les conditions prévues ne sont pas concernés par ce barème.

La valeur de point retenue pour l'application des minima de piges est celle du point A fixée dans le barème des salaires de la radiodiffusion, et évolue dans les mêmes conditions.

Pour les définitions des types de radio, voir l'annexe II du présent accord.

#### 1. Document sonore

Commandé ou accepté, diffusé ou non (pour chaque document) :

- pour une radio de types 1 et 2 : 3 points ;
- pour une radio de type 3 : 5 points.

#### 2. Vacation

Vacation de présentation : un ou plusieurs journaux, présentés sur une amplitude inférieure à 6 heures, la vacation peut inclure également du reportage :

- pour une radio de types 1 et 2 : 6 points ;
- pour une radio de type 3 : 8 points.

Journée de présentation et/ou consacrée à des reportages (amplitude égale ou supérieure à 6 heures) :

- pour une radio de types 1 et 2 : 10 points ;
- pour une radio de type 3 : 12 points.

Le présent barème minimum est majoré des congés payés sur la base de 1/10 de la rémunération, suivant l'article 31 de la convention collective des journalistes.

Le 13<sup>e</sup> mois est versé aux conditions fixées à l'article 25 de la convention collective des journalistes.

Les congés payés et le 13<sup>e</sup> mois peuvent être payés par l'employeur à l'occasion de chaque pige, ou chaque mois. Ces éléments doivent apparaître sur le bulletin de salaire.